Fishman, Sarah, *La bataille de l'enfance. Délinquance juvénile et justice des mineurs en France pendant la Seconde Guerre mondiale*

Noëlie Bourseau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/1976>

DOI : 10.4000/abpo.1976

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 10 avril 2011

Pagination : 214-219

ISBN : 978-2-75351410-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Noëlie Bourseau, « Fishman, Sarah, *La bataille de l'enfance. Délinquance juvénile et justice des mineurs en France pendant la Seconde Guerre mondiale* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 118-1 | 2011, mis en ligne le 04 mai 2011, consulté le 22 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1976> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1976>

coquilles et erreurs, tirées parfois de sources non rectifiées : aéroport de Rennes-Saint-Jean pour Saint-Jacques (p. 83), « départ de Pierre Laval en octobre 1940 » alors qu'il est renvoyé par Pétain le 13 décembre (p. 154), affaire de l'évasion par du Viking (sic), (p. 148), René Meyer pour René Mayer, commissaire du CFLN et du GPRF (p. 306).

Au total, ce nouveau livre de Jean-Christophe Fichou comble un vide historiographique sur la France des Années noires. Sa connaissance des archives, du milieu maritime, des techniques apporte de multiples éclairages qui dépassent largement le cadre breton.

Christian BOUGEARD

FISHMAN, Sarah, *La bataille de l'enfance. Délinquance juvénile et justice des mineurs en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Rennes, PUR, 2008, 323 p., 20 €.

Il faut se féliciter de la publication par les Presses Universitaires de Rennes de la traduction française du livre de Sarah Fishman, *The Battle for Children*, paru en 2002 à Harvard University Press⁵. En effet, cet ouvrage marque un jalon en matière d'historiographie de la jeunesse de la Seconde Guerre mondiale, ou plus précisément d'« une » jeunesse dans la Seconde Guerre mondiale : la jeunesse délinquante. La réflexion brillamment menée par Sarah Fishman dans ce livre part d'un constat : perceptible dans la totalité des pays européens lancés dans le conflit, l'augmentation vertigineuse des chiffres de la délinquance juvénile est particulièrement spectaculaire en France, où la guerre créa une situation sans précédent en matière de criminalité. Professeure associée en histoire à l'Université de Houston, l'auteure poursuit dans *La bataille de l'enfance* sa quête de la famille durant le second conflit mondial entreprise avec une thèse remarquée sur les femmes de prisonniers de guerre⁶. Cette nouvelle publication est d'autant plus en lien avec la précédente que, pour bon nombre des observateurs de l'époque, l'absence prolongée des pères prisonniers (près de 600 000 soldats français capturés en juin 1940 et envoyés dans les camps de prisonniers en Allemagne étaient des pères de famille) aurait été la cause de l'augmentation de la délinquance juvénile.

Cette étude entend opérer la jonction entre d'un côté une histoire politique (au cœur des années de guerre) et, de l'autre, une histoire sociale qui interroge une catégorie assez silencieuse de l'histoire (à fortiori dans un contexte guerrier), celle des enfants et particulièrement ici, ceux qui ont eu à faire à un moment donné à la justice. Mais surtout, toute la teneur de cet ouvrage est sous-tendue par un objectif, mettre au jour un nouvel aspect méconnu du gouvernement de Vichy, dans ce qu'il a de réformateur quant au système judiciaire des mineurs. En effet, Sarah Fishman s'attache à confirmer l'idée que c'est, paradoxalement, le régime de Vichy, gouvernement profondément autoritaire, anti-démocratique, paternaliste et corporatiste, qui, prenant la mesure de la nécessité d'agir en ce domaine, entreprend de réformer la justice des mineurs, afin de réduire la nature répressive de ce système.

5. Sarah Fishman, *The Battle for Children. World War II, Youth Crime and Juvenile Justice in Twentieth-Century France*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2002 – traduit de l'anglais (USA) par Johann Maunet et révisé par Jacqueline Sainclivier.

6. Sarah FISHMAN, *Femmes de prisonniers de guerre 1940-1945*, Paris, L'Harmattan, 1996, traduction de *We will wait : Wives of French prisoners of war, 1940-1945*, Yale University Press, New Haven and London, 1991.

En amont de la partie de son étude exclusivement centrée sur les années de guerre, l'auteur commence par analyser les prémices et les évolutions au cours du XIX^e siècle et jusqu'au début du XX^e siècle, du traitement judiciaire de la délinquance juvénile. Prenant pour base le début du XIX^e siècle, avec la promulgation du Code pénal en 1810, « point de départ de toute discussion sur le système judiciaire français⁷ », elle fixe néanmoins l'apparition de ce système judiciaire pour les mineurs en tant que juridiction exclusivement réservée aux mineurs (avec ses lois et procédures, ses tribunaux et institutions) autour de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. On trouve, entre autres, dans ce chapitre d'ouverture, une présentation de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée, résultant des efforts de ceux (parmi lesquels des magistrats) qui, dès la fin du XIX^e siècle, s'interrogeaient sur le fonctionnement trop répressif du système judiciaire des mineurs et réclamaient dès lors son remaniement par une réforme du Code pénal pour les jeunes délinquants. Cela n'était que le début d'un long processus visant à réformer le système judiciaire pour mineurs, ponctué par des réussites mais aussi par quelques échecs. L'auteur s'arrête en effet sur la volonté du Front Populaire d'accomplir de grandes transformations en ce domaine, après une intensification dans les années trente de la demande de changements, de la part des milieux réformateurs à l'occasion de scandales, relayés par les médias. Mais la chute rapide du Front Populaire ne lui permit pas d'atteindre ses objectifs.

Dans un second chapitre, intitulé « Enfants et adolescents pendant la Seconde Guerre mondiale », l'historienne américaine s'attache à reconstituer ce que fut le quotidien de ces enfants et adolescents pendant ces années de guerre qui furent bien souvent pour eux, traumatisantes. Elle montre que finalement, la délinquance ne fut qu'une « réponse » parmi une multitude d'autres, des enfants et adolescents, face au grand chambardement dans leur existence que créa nécessairement le conflit.

Le chapitre III, relatif à « L'accroissement de la criminalité juvénile pendant la guerre », fondamental dans cette étude, met en œuvre l'imposante enquête archivistique de Sarah Fishman et remet en question la relation de causalité établie entre l'essor sans précédent des chiffres de la délinquance juvénile et l'absence prolongée de 600 000 pères, prisonniers de guerre. Ce postulat, reposant sur une certaine conception de la famille, était alors partagé par la majeure partie, voire l'intégralité, de la communauté des spécialistes de la délinquance juvénile. Invalidant en partie ce constat, l'auteur met en évidence l'importance des facteurs économiques et des difficultés matérielles causées par la guerre, dans l'accroissement des délits commis par les enfants et adolescents mais aussi par les adultes ; délits qui, en outre, se rapportent plus à des petites affaires de vol qu'à du grand banditisme. À partir des textes et des chiffres produits à l'époque sur la délinquance juvénile, l'auteur établit dans un premier temps des statistiques nationales, puis utilise les archives des tribunaux du département de la Seine, plus précisément à l'échelle de la quinzième chambre du Tribunal de Paris. L'analyse rigoureuse des registres des peines qui enregistraient quotidiennement les affaires traitées, est ici croisée avec les dossiers des procès (seulement disponibles pour l'année 1943) qui lui permettent, en plus d'interroger les délits et les jugements qui les accompagnèrent, de récolter nombre d'informations complémentaires sur les mineurs. À titre comparatif, ont aussi été dépouillées les archives des tribunaux de trois autres départements : le Nord, l'Indre-et-Loire et le Gard. Les « particularités régionales » présentées par chacun d'entre eux en font des exemples pertinents aux yeux de Sarah Fishman qui, au final, met

7. Sarah, FISHMAN, *La bataille de l'enfance. Délinquance juvénile et justice des mineurs en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Rennes, PUR, 2008, p. 28

en lumière un certain nombre de disparités entre le traitement des affaires par le tribunal de Paris et par les trois tribunaux de province.

Avant de s'arrêter plus en détail sur le chapitre suivant, il convient de s'intéresser ici au chapitre V, qui constitue avec chapitre III, l'un des deux piliers sur lesquels repose cet ouvrage. En effet, la guerre est ici plus qu'ailleurs présentée comme l'élément déclencheur des changements opérés en matière de justice des mineurs. La guerre, et plus particulièrement le régime vichyssois. La volonté réformatrice du gouvernement de Vichy est incarnée par le moment clé que constitue la loi fondatrice du 27 juillet 1942, minutieusement détaillée par l'auteur qui ne manque pas d'indiquer que celle-ci s'inscrit dans une démarche bien spécifique de Vichy vis à vis de la jeunesse : encadrement, remoralisation de cette dernière et bien sûr de lutte contre la délinquance juvénile. Selon le préambule de cette loi, la notion de « correctionnel » est délaissée au profit de celle de « rééducation ». La principale innovation était la rupture avec les articles 66 et 69 du Code pénal, mettant ainsi un point final à la notion de « discernement », longtemps fondement du système. En fait, cette loi du 27 juillet 1942, n'entra jamais en vigueur. Néanmoins, Sarah Fishman montre que même si durant l'Occupation, les auteurs d'ouvrages sur la délinquance juvénile, ne signalent qu'en de rares exceptions voire jamais, l'action du gouvernement de Vichy en matière de justice des mineurs, cette avancée constitue une étape dans l'histoire de la construction du dispositif. Elle préfigure notamment sur de nombreux points les dispositions de l'ordonnance de 1945.

Ce débat sur la criminalité abordé dans le chapitre V a été précédemment analysé par l'auteur dans le chapitre IV, révélateur, quant à lui, à travers l'approche discursive de leurs écrits, du regard que les professionnels de la délinquance ont porté sur ce phénomène d'accroissement de la délinquance juvénile, de la représentation qu'ils en avaient, ainsi que du positionnement qu'ils ont adopté face à cette tendance, mais surtout des explications qu'ils fournirent. L'auteur souligne, entre autres, l'absence (délibérée ?) d'attention de la part de nombre d'observateurs de l'époque, envers certains aspects du problème qui invalidaient le lien de causalité entre la dislocation de la cellule familiale et l'essor de la délinquance des jeunes auquel ils concluaient toujours. Ce chapitre dévoile aussi le virulent débat qui opposa ceux qui voulaient faire de l'« enfance délinquante » une catégorie à part-entière et autonome et ceux qui étaient, à l'inverse, partisans d'une fusion entre l'enfance délinquante et la catégorie nouvelle de ce qui fut appelée l'« enfance inadaptée ».

Le dernier chapitre qui fait également office de conclusion, analyse avec finesse et précision, notamment en comparaison avec l'ordonnance du 2 février 1945 promulguée par le gouvernement provisoire – qui créa, entre autres, la fonction de juge pour enfants – le moment clé en matière de justice des mineurs que constitue cette ordonnance en développant un modèle dit « protectionnel » à travers lequel l'emprisonnement des mineurs doit constituer une exception. Voulant faire table rase du passé, les auteurs de l'ordonnance de 1945, n'accordaient à l'initiative de Vichy que constituait la loi de 1942, aucune dimension de rupture et d'innovation. « Cette idée de la page blanche » selon la formule de Sarah Fishman était communément reçue, jusqu'à ce qu'à la fin des années soixante-dix du siècle passé, l'ouvrage de Michel Chauvière au titre éloquent, *Enfance inadaptée : l'héritage de Vichy*⁸, remette quelque peu en question ces conceptions. Ce livre s'attira d'ailleurs les foudres des spécialistes de la question⁹; il faisait en effet, de celle-ci le couronnement de dix années d'efforts en la matière et établissait une filiation, jusque là occultée, entre les textes de 1942 et de

8. Michel CHAUVIÈRE, *Enfance inadaptée, l'héritage de Vichy*, Paris, Éditions ouvrières, 1980.

9. Cf. à présent, Michel CHAUVIÈRE, *Enfance inadaptée, l'héritage de Vichy* suivi de *L'efficacité des années quarante*, 3^e ed., Paris, L'Harmattan, coll. « Le Travail du social », 2009.

1945 bien que la loi de 1942 fût officiellement répudiée. Est retracé dans ces dernières pages, le fonctionnement du système judiciaire de l'ordonnance du 2 février 1945 – aujourd'hui encore considérée comme ayant jeté les bases sur lesquelles fonctionne notre système judiciaire pour mineurs actuel. Sarah Fishman met en avant la victoire – remportée grâce à la série de réformes engendrées depuis les années de guerre, et notamment par le régime de Vichy, d'« un système désinstitutionnalisé (qui ne favorise pas le placement en collectivité), thérapeutique (basé sur la thérapie et non la répression) et hautement intrusif (qui pénètre la sphère de la vie privée) ».

En cela, le système judiciaire français, s'oppose aujourd'hui en tous points à celui des États-Unis, lequel propose un panel de solutions bien plus répressives à l'encontre de ses jeunes délinquants. Est-il pour autant inattendu que ce soit une historienne américaine, s'inscrivant ouvertement dans le « modèle postpaxtonnien », qui apporte à l'historiographie française cette importante contribution ?

Noëlie BOURSEAU,
Master 2 HSC – Université Rennes 2